

**ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

RESTRICTED
IDB/URM/1
19 avril 1994
Distribution spéciale

(94-0698)

BASE DE DONNEES INTEGREE

GUIDE DE L'UTILISATEUR DE LA BDI

PARTIE I

APERCU GENERAL

Note du secrétariat

APERCU GENERAL

I. Historique

Le secrétariat du GATT gère une base de données sur les droits de douane et les échanges commerciaux depuis le début des années 70. L'Etude tarifaire, nom que portait la première base de données du GATT, contenait des informations sur les droits de douane et les importations de 11 marchés de l'OCDE (dont les Communautés européennes, qui comptaient pour un marché). Elle était conçue pour analyser la situation tarifaire des marchés développés, dans la foulée du Kennedy Round. Au début des années 70, le secrétariat a effectué plusieurs analyses de la situation tarifaire sous la direction d'un groupe d'experts techniques provenant des administrations nationales. Une dernière analyse en quatre volumes - "Document de base pour l'Etude tarifaire" - a été publiée avant le Tokyo Round.

L'exercice associé à l'Etude tarifaire s'est poursuivi au cours du Tokyo Round dans le but d'aider les participants aux négociations. Seules les 11 parties contractantes qui participaient à l'exercice avaient accès aux données de l'Etude tarifaire. Toutefois, pendant et après le Tokyo Round, les participants ont autorisé le secrétariat à communiquer aux pays en développement des données récapitulatives tirées des fichiers de l'Etude tarifaire concernant les produits d'exportation qui présentaient de l'intérêt pour eux.

Entre 1980 et 1987, les fichiers de l'Etude tarifaire ont continué à être mis à jour chaque année afin de suivre l'application des concessions découlant du Tokyo Round, qui ont été mises en oeuvre en huit tranches annuelles à partir du 1er janvier 1980.

En 1983, un groupe d'experts techniques provenant des administrations nationales a été réuni pour examiner s'il était possible d'établir une base de données contenant des informations qui seraient utilisées pour les négociations menées au titre de l'article XXVIII, lesquelles étaient nécessaires avant l'entrée en vigueur du Système harmonisé. Ces négociations concernent la modification des listes annexées à l'Accord général, c'est-à-dire qu'une partie contractante peut modifier ou retirer une concession "après une négociation et un accord avec toute partie contractante avec laquelle cette concession (a) été négociée primitivement ainsi qu'avec toute autre partie contractante dont l'intérêt comme principal fournisseur (a été) reconnu par les PARTIES CONTRACTANTES ... et sous réserve qu'elle ait consulté toute autre partie contractante dont l'intérêt substantiel dans cette concession (a été) reconnu par les PARTIES CONTRACTANTES". Parallèlement à l'Etude tarifaire, le secrétariat a établi une base de données commune concernant le SH, à laquelle seuls les cinq principaux marchés développés ont participé.

A partir de 1986, le Groupe d'experts de la base de données du SH a examiné la faisabilité de remplacer l'Etude tarifaire par une nouvelle base de données à laquelle toutes les parties contractantes à l'Accord général seraient invitées à participer et qui engloberait non seulement les droits de douane et les importations, mais aussi les mesures non tarifaires et, si la chose était faisable, des statistiques additionnelles qui pourraient être "intégrées" aux trois domaines mentionnés précédemment.

En novembre 1987, le Conseil du GATT a décidé de créer la base de données intégrée (BDI) et le Groupe d'experts de la base de données du SH a été rebaptisé Groupe consultatif informel de la BDI; des experts de toutes les parties contractantes ont été invités à y participer afin de guider le secrétariat dans la mise sur pied de la BDI et pour faire rapport au Conseil sur la progression des travaux.

Le Groupe consultatif informel s'est réuni à intervalles de trois mois en 1988 et en 1989 et le secrétariat a organisé deux séminaires d'une semaine concernant la BDI en juin 1988 et en octobre 1989. Au départ, le secrétariat a proposé des formats pour la communication des données et un projet

de conception de la BDI dans les documents IDB/W/1, 2 et 3. La synthèse des vues exprimées par les participants à l'occasion de ces réunions et séminaires a été présentée dans une version révisée des documents IDB portant les cotes IDB/W/4, 5 et 6.

II. La décision du Conseil du GATT de novembre 1987

Avant que le Conseil ne prenne cette décision en novembre 1987, les parties contractantes avaient deux obligations concernant la notification de données: notifier au GATT leurs droits de douane consolidés et notifier tous les deux ans les restrictions quantitatives qu'elles appliquaient.

Dans la décision du Conseil, il est recommandé que les participants à la BDI communiquent chaque année au GATT leurs statistiques d'importation, leurs droits de douane, aussi bien les droits de douane consolidés que les droits de douane non consolidés, ainsi que les restrictions quantitatives qu'ils appliquent. Toutes les données doivent être communiquées au niveau de la ligne tarifaire.

Dans cette décision, il est également recommandé que toutes les parties contractantes aient accès à la base de données une fois que celle-ci sera opérationnelle. La décision du Conseil n'indique pas à quel moment la BDI sera opérationnelle, mais les participants ont déclaré que la banque de données pourrait être considérée comme opérationnelle à partir du moment où elle intégrera au moins 90 pour cent des échanges commerciaux visés par l'Accord général.

Les parties contractantes ont été invitées à faire part au GATT de leur intention de participer à la BDI. Jusqu'à maintenant, quarante-cinq parties contractantes (dont les Communautés européennes qui comptent pour une) participent à la BDI. Ces parties contractantes représentent plus de 97 pour cent du total du commerce des marchandises des parties contractantes à l'Accord général.

III. Préparation de données dans les capitales pour la BDI

Les données qui doivent être communiquées pour être versées dans la BDI sont clairement définies dans la décision du Conseil de novembre 1987. Cependant, les participants ont souligné que la BDI devrait être conçue non pas seulement pour suivre l'évolution, au fil du temps, des mesures prises par les participants en matière d'accès aux marchés, mais aussi pour être un outil utile à l'occasion de négociations, qu'il s'agisse de négociations multilatérales ou bilatérales, ou encore de négociations menées au titre de l'article XXVIII (modification de concessions), etc. Par ailleurs, comme le personnel disponible est limité au secrétariat, les données doivent être communiquées sur support informatique, suivant un mode de présentation standard dans toute la mesure du possible.

Sous la direction des spécialistes du Groupe consultatif informel, le secrétariat a défini tous les éléments d'information qui étaient nécessaires pour répondre aux besoins exprimés à l'occasion des négociations déjà menées dans le cadre du GATT. La définition des éléments d'information compris dans les divers domaines de la BDI est donc très technique et souvent complexe.

En gros, chaque participant doit préparer quatre fichiers: statistiques d'importation, droits de douane, liste consolidée annexée à l'Accord général et restrictions quantitatives. Les quatre fichiers doivent être établis en utilisant la même nomenclature, c'est-à-dire la nomenclature du tarif douanier, ventilée au niveau de la ligne tarifaire. On trouvera dans les paragraphes suivants un résumé des données qui devraient figurer dans chacun des fichiers. Enfin, si les statistiques d'importation ne correspondent pas dans le détail au tarif douanier, c'est-à-dire si un élément du fichier d'importation englobe un groupe de produits assujettis à différents droits de douane dans le tarif douanier, il est possible d'indiquer pour cet élément la moyenne des droits applicables.

A. *Statistiques d'importation*

Dans le fichier Statistiques d'importation, il faut indiquer, pour chacune des lignes tarifaires, la valeur et le volume des importations suivant les pays d'origine. La valeur des importations devrait être la valeur utilisée aux fins de la perception des droits de douane. Si la valeur en douane ne correspond pas à la valeur c.a.f. (coût, assurance, fret), celle-ci devrait aussi être indiquée si possible. On doit aussi indiquer, pour chaque pays d'origine, le type de "relation" qui existe entre le marché d'importation et le pays d'origine ainsi que le type de "régime tarifaire" accordé, selon les produits, à chacune des exportations de ce pays.

L'exemple qui suit illustre la façon d'utiliser les indicateurs "relation" et "régime tarifaire".

Les Etats-Unis importent des chemises, des verres et des récipients en provenance du Canada, de l'Argentine et de la Suisse. Le Canada a une relation préférentielle avec les Etats-Unis en vertu de l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada (ZLE). L'Argentine a une relation préférentielle avec les Etats-Unis en vertu du Système généralisé de préférences (SGP). La Suisse a avec les Etats-Unis une relation de type NPF (nation la plus favorisée). Dans le fichier Statistiques d'importation des Etats-Unis, les indicateurs de "relation" sont donc respectivement ZLE, SGP et NPF.

Le Canada bénéficie d'un régime préférentiel d'admission en franchise pour les trois produits susmentionnés. L'Argentine bénéficie d'un régime préférentiel d'admission en franchise au titre du schéma SGP qui s'applique uniquement aux récipients. La Suisse bénéficie évidemment du régime NPF pour ces trois produits. Dans le cas du Canada, l'indicateur de "régime" est "ZLE" pour les chemises, les verres et les récipients. Dans le cas de l'Argentine, l'indicateur de "régime" est "NPF" (aucune préférence) pour les chemises et les verres et "SGP" pour les récipients. Dans le cas de la Suisse, l'indicateur de "régime" est "NPF" pour les trois produits.

En d'autres termes, l'indicateur de "relation" est spécifique au pays et l'indicateur de "régime" est spécifique au produit.

Les codes suivants peuvent être utilisés pour indiquer la "relation" ou le "régime":

Code

0 - NPF: nation la plus favorisée

1 - ZLE: zone de libre-échange (ex.: AELE, Etats-Unis/Canada, Etats-Unis/Israël, Australie/Nouvelle-Zélande, pays andins, pays de l'ANASE, etc.)

2 - ZONE: accord commercial préférentiel à caractère régional (ex.: échanges commerciaux entre les pays de la Communauté européenne et ceux de l'AELE)

3 - AUTRES: autres arrangements commerciaux préférentiels (ex.: Communauté européenne/Israël, accord de Bangkok, etc.)

4 - SGP/NPF: pays en développement SGP qui, en l'absence de préférences SGP, peuvent bénéficier du régime NPF

5 - SGP/PREF.: pays en développement SGP qui, en l'absence de préférences SGP, peuvent bénéficier d'un régime préférentiel dans le cadre d'une zone de libre-échange (ZLE), d'un accord préférentiel (ZONE) ou en vertu d'autres préférences (AUTRES)

6 - SGP/GEN.: pays en développement SGP qui, en l'absence de préférences SGP, peuvent bénéficier du régime général mentionné ci-après

8 - GENERAL: régime général (moins favorable que le régime NPF) appliqué aux pays qui ne font pas partie du GATT sur certains marchés d'importation

9 - NON SPECIFIE: régime non spécifié (ex.: importations d'origine inconnue).

B. Droits de douane

1) Dans le fichier codé Données tarifaires il faut indiquer, pour chacune des lignes tarifaires, les droits de douane applicables pendant l'année de référence, au besoin pour chacun des régimes tarifaires susmentionnés.

a) En ce qui concerne les droits NPF, il existe trois types de droit dans ce fichier:

- Droits NPF consolidés: la concession NPF la plus récente pour chacune des lignes tarifaires au bénéfice d'une concession offerte dans le cadre de l'Accord général.

- Droits NPF statutaires: les droits "statutaires", également appelés droits "légaux" ou "autonomes", correspondent aux droits de douane légaux qui sont normalement publiés dans la Loi tarifaire votée par le Parlement. Habituellement, le droit "statutaire" est d'application lorsque la ligne tarifaire n'est pas consolidée ou, si la ligne tarifaire est consolidée, lorsque son taux est inférieur au taux du droit consolidé dans le cadre de l'Accord général.

- Droits NPF temporaires: les droits "temporaires" sont des droits de douane qui sont appliqués pendant une période de temps limitée (parfois pendant une période de temps "indéterminée"). Ces droits "temporaires" sont parfois votés par le Parlement mais, le plus souvent, ils sont imposés par le gouvernement pour des raisons économiques (inflation, balance des paiements, etc.).

Si la ligne tarifaire est consolidée, le droit NPF statutaire peut être inférieur ou égal au droit NPF consolidé, mais il ne peut pas être plus élevé. De même, le droit NPF temporaire peut être inférieur ou supérieur au droit NPF statutaire mais, si la ligne tarifaire est consolidée, il ne peut être plus élevé que le droit NPF consolidé. En outre, les droits NPF qui ont servi de point de départ au dernier cycle de négociation sont indiqués dans le fichier des droits de douane. Lorsque les négociations du Cycle d'Uruguay seront terminées, il sera fait mention dans les fichiers:

- des droits en vigueur avant le Cycle d'Uruguay, c'est-à-dire des droits qui étaient consolidés en 1988 et, dans le cas des positions non consolidées, des droits applicables en septembre 1986;

- des droits offerts pendant le Cycle d'Uruguay.

b) Pour ce qui est des droits préférentiels, tous les droits applicables en vertu d'accords de libre-échange, d'accords régionaux, d'autres arrangements commerciaux préférentiels et du schéma de préférences sont indiqués dans le fichier. Si un pays accorde, dans le cadre de son schéma de préférences, un traitement différencié aux pays les moins avancés (PMA) parmi les pays en développement, le droit applicable aux PMA est

également inscrit. Il est possible, compte tenu du format utilisé, de rattacher chacun des droits au pays ou au groupe de pays auquel il s'applique.

- c) Les droits applicables au titre du régime général (voir définition des codes de "relation" et de "régime" plus haut) peuvent aussi être indiqués.

Chacun des droits est défini par un code de trois chiffres: c'est ce qu'on appelle le type de droit. Le premier chiffre du type de droit correspond au code de régime inscrit dans le fichier des importations. Un champ distinct peut aussi être utilisé pour indiquer le pays auquel il s'applique. Le numéro de la ligne tarifaire, le code de "régime" et, le cas échéant, le code du pays auquel le droit s'applique permettent de faire le lien entre le fichier des droits de douane et le fichier des importations. Par exemple, si pour une ligne tarifaire donnée un pays est affecté, dans le fichier des importations, du code de "régime" "2", on peut connaître le droit applicable en regardant dans le fichier des droits de douane les types de droit qui commencent par le chiffre "2". Si plusieurs droits commencent par le chiffre "2", le code de pays qui précède le type de droit permet de connaître le droit applicable. Afin de pouvoir suivre l'évolution du tarif douanier au fil des années, la durée pendant laquelle le droit de douane est en vigueur est inscrite pour chacun des types de droit susmentionnés en indiquant la date à laquelle le droit est entré en vigueur et, au besoin, la date à laquelle il a cessé d'être appliqué.

Chacun des droits est consigné à l'aide du type d'enregistrement "1", en pourcentage et avec trois décimales. En outre, divers codes permettent de connaître la nature du droit (*ad valorem*, spécifique, composite, mixte, variable ou autre), le type de consolidation (consolidé ou non) et les limitations éventuellement applicables (contingent, plafond ou autre limitation).

Si le droit n'est pas un droit *ad valorem*, les participants calculent son équivalent *ad valorem* (EAV) et la méthode utilisée pour ce faire est indiquée à l'aide d'un code. Le code indique, par exemple, que l'EAV a été calculé à partir des droits effectivement perçus (montant des droits perçus divisé par la valeur des importations) ou qu'il représente une estimation fondée sur la valeur unitaire des importations totales, sur les importations en provenance de pays membres du GATT, sur les importations NPF, etc. Si le droit n'est pas un droit *ad valorem*, il doit aussi être consigné à l'aide du type d'enregistrement "2", sous une forme permettant d'effectuer des calculs par ordinateur ou, si cela est impossible, sous une forme textuelle, avec le type d'enregistrement "3". On peut également joindre une note de bas de page à chacun des droits grâce au type d'enregistrement "4".

Enfin, si les statistiques d'importation ne correspondent pas dans le détail au tarif douanier, c'est-à-dire si un élément du fichier d'importation englobe un groupe de produits assujettis à différents droits de douane dans le tarif douanier, il est possible d'indiquer pour cet élément la moyenne des droits applicables. Les droits prélevés sur le produit d'importation sont indiqués dans le fichier des droits de douane à l'aide de sous-positions, au moyen d'un suffixe qui vient s'ajouter au numéro de la ligne tarifaire. Un code indique le genre de moyenne utilisée pour les calculs (arithmétique ou pondérée en fonction des échanges).

- 2) Le fichier textuel Données tarifaires (liste consolidée dans le cadre de l' Accord général) renferme, pour chacune des lignes tarifaires, la désignation complète ("légale") du produit et/ou une désignation abrégée et, dans le cas des lignes tarifaires consolidées,

les renseignements qui figurent dans les colonnes 4, 5, 6 et 7 des listes sur feuillets mobiles notifiées au GATT par chacune des parties contractantes. Dans la colonne 4, il est fait mention de l'instrument juridique reprenant la concession la plus récente; dans la colonne 5, il est fait mention des droits de négociateur primitif (DNP) pour la concession la plus récente; la colonne 6 fait état de l'instrument juridique dans lequel a été inscrite la première concession faite au regard de la ligne tarifaire et la colonne 7 indique les DNP pour toutes les concessions offertes précédemment au regard de la ligne tarifaire.

C. Mesures non tarifaires

Les informations concernant les restrictions quantitatives sont consignées dans deux fichiers. Le premier fichier (le fichier "codé" des Données non tarifaires) contient les restrictions quantitatives et des renseignements connexes. Le second fichier (le fichier "textuel" des Données non tarifaires) renferme, au besoin, la désignation des produits visés par les restrictions quantitatives. Dans les deux fichiers, les informations sont enregistrées au niveau de la ligne tarifaire en utilisant la nomenclature du tarif douanier, tout comme pour le fichier des importations et celui des droits de douane.

- 1) Le fichier codé des Données non tarifaires renferme toutes les lignes tarifaires visées par une ou plusieurs restrictions quantitatives. Celles qui doivent être notifiées par les parties contractantes ont été définies de la manière suivante par le Conseil du GATT:

- 1 - Régime de licences (automatiques ou non automatiques)
- 2 - Contingents (bilatéraux ou globaux)
- 3 - Prohibition
- 9 - Autres types de restrictions quantitatives:
 - 1 - autolimitation des exportations
 - 2 - prix minimal déclenchant l'application d'une restriction quantitative
 - 3 - réglementation concernant les mélanges
 - 4 - restrictions quantitatives appliquées au moyen d'un régime de commerce d'Etat
 - 9 - autres restrictions quantitatives

Pour chacun des types de restrictions quantitatives susmentionnés, on fait la distinction entre les restrictions saisonnières et les restrictions non saisonnières ainsi qu'entre les restrictions à l'importation et celles à l'exportation.

Chaque restriction quantitative est définie au moyen d'un code numérique; un autre code permet d'indiquer si elle vise les importations ou les exportations. La durée d'application est enregistrée en indiquant la date à laquelle la restriction quantitative est entrée en vigueur et, au besoin, la date à laquelle elle a cessé d'être appliquée.

En outre, il est possible d'indiquer le pays ou le groupe de pays touchés par la restriction quantitative, l'organe ou les organes du GATT auxquels elle a été notifiée (Comité de l'agriculture, Groupe technique des restrictions quantitatives ou Catalogue des mesures non tarifaires), l'article ou les articles de l'Accord général invoqués à l'appui de la restriction quantitative et la cote du document du GATT renfermant la notification de la restriction quantitative. Des informations textuelles peuvent aussi être enregistrées pour donner des détails sur les modalités d'application de la mesure ou pour joindre des notes de bas de page concernant un ou plusieurs éléments se rapportant à la mesure.

Le numéro de la ligne tarifaire permet de faire le lien entre les informations qui figurent dans le fichier "codé" des Données non tarifaires sur les restrictions quantitatives et d'autres fichiers.

Si la restriction quantitative ne s'applique qu'à une partie de la ligne tarifaire, il est possible d'ajouter des sous-positions de la même manière que dans le fichier des droits de douane.

- 2) La désignation des produits relevant de sous-positions est entrée dans le fichier "textuel" des Données non tarifaires. Le numéro de la ligne tarifaire permet de faire le lien entre les informations qui figurent dans le fichier "textuel" des Données non tarifaires sur les restrictions quantitatives et d'autres fichiers.

IV. Traitement par le secrétariat des communications relatives à la BDI

Les communications reçues par le secrétariat sont traitées en trois étapes. Au cours de la première étape, appelée phase de "conversion", les fichiers sont vérifiés et convertis (codes, monnaie, etc.) en fonction du format standard de la banque de données. Au cours de la deuxième étape, appelée phase de la "base de données de travail", les fichiers sont complétés et corrigés, au besoin, à l'aide d'un système de mise à jour. Au cours de la dernière étape, appelée phase de la "base de données opérationnelle", les fichiers sont chargés dans la base de données opérationnelle pour pouvoir être mis à la disposition des utilisateurs. On trouvera à l'annexe 2 une liste des étapes qui sont suivies pour chacune des phases.

A. Phase de conversion

La phase de conversion comprend le traitement des fichiers qui ont été communiqués au secrétariat et leur chargement dans la base de données de travail. Lorsque le secrétariat reçoit une communication, il copie les fichiers sur une bande magnétique et les enregistre dans un fichier informatique de la BDI (le fichier de consignation des conversions). Les utilisateurs autorisés peuvent interroger ce fichier informatique pour connaître l'état d'avancement de la conversion des données. Le format et le contenu des fichiers sont ensuite analysés (programme de mappage) et un rapport est imprimé pour faire ressortir toutes les valeurs enregistrées dans les divers éléments d'information. Les fichiers sont alors imprimés sur microfiches à des fins de référence. Tous les éléments d'information sont vérifiés et les divergences sont imprimées avec des messages d'erreur (programme de mise en forme des données). Par la suite, tous les codes nationaux sont convertis en fonction des codes standard de la BDI au moyen de fichiers de référence nationaux créés par le secrétariat.

En ce qui concerne le fichier des statistiques d'importation, le programme de conversion crée un nouveau champ pour enregistrer la valeur des importations en dollars EU et il calcule, pour chacune des lignes tarifaires, le total des importations de toutes provenances, le total des importations en provenance des pays membres du GATT, le total des importations en provenance des pays les moins avancés (PMA), s'il y a lieu, et les totaux par type de relation. Le programme de conversion vérifie aussi les codes de "relation" et de "régime" ainsi que l'exactitude des combinaisons des deux codes.

Avant que les fichiers ne soient chargés dans la base de données de travail, on produit un nouveau rapport de mappage afin de voir le contenu des fichiers après la mise en forme (qui peut entraîner la suppression de quelques enregistrements) et la conversion. Enfin, la nomenclature utilisée pour chacun des fichiers est comparée à celle du fichier "codé" des Données tarifaires (programme de croisement). Le fichier "codé" des Données tarifaires est

le fichier principal aux fins de la comparaison, puisqu'il devrait comporter au moins un droit NPF pour chacune des lignes tarifaires, à savoir le droit GATT ou le droit légal.

B. *Base de données de travail*

Les résultats obtenus à la suite de la "phase de conversion" sont chargés dans la "base de données de travail" (BDIT). Premièrement, les erreurs éventuellement décelées au cours de la phase de conversion sont corrigées. Si un participant n'est pas en mesure de préparer certains éléments d'information, les informations correspondantes sont entrées par le secrétariat. Enfin, on vérifie la cohérence des données enregistrées dans les différents fichiers et on envoie un rapport final au participant concerné pour obtenir l'autorisation de mettre les informations à la disposition des utilisateurs.

La correction des erreurs et l'ajout des données manquantes sont faits à l'aide d'un système de mise à jour. Les opérations de mise à jour nécessaires sont précisées au moyen de transactions codées (créer, modifier, supprimer) et traitées par lots. Tous les changements apportés dans les fichiers BDIT sont notifiés au participant concerné au moyen de rapports de mise à jour. Il faut s'attendre à ce que le secrétariat soit obligé d'entrer un gros volume de données à l'aide du système de mise à jour. En effet, dans de nombreux pays, le tarif douanier n'est pas informatisé et il est probable que les listes sur feuillets mobiles annexées à l'Accord général et les restrictions quantitatives seront souvent notifiées au GATT sur support papier.

C. *Base de données d'exploitation*

La dernière phase correspond à celle de la "base de données d'exploitation" (BDIE). Les fichiers sont alors stockés dans une base de données à laquelle les utilisateurs pourront éventuellement avoir accès. Cette phase doit encore faire l'objet d'analyses en ce qui concerne le logiciel qui sera utilisé et il reste à prendre des décisions concernant la diffusion des données.

Au niveau de la ligne tarifaire, la base de données d'exploitation renfermera pour chacun des participants des informations pouvant porter sur une période allant jusqu'à trois ans. Plusieurs options peuvent être envisagées pour ce qui est de l'accès aux données. Premièrement, les utilisateurs qui sont reliés au gros ordinateur du Centre international de calcul (CIC), à Genève, pourraient avoir directement accès à la BDIE grâce à un logiciel qui serait fourni par le secrétariat. On pourrait aussi fournir des copies de la base de données sur disques optiques compacts ou sur bandes magnétiques. Enfin, des extraits de la base de données pourraient être fournis sur disquettes pour ordinateur personnel (OP). L'utilisation de disquettes est toutefois problématique, étant donné le volume considérable d'information qui doit être transféré et compte tenu du temps nécessaire pour transférer les données sur des disquettes à partir du gros ordinateur (découpage des fichiers, utilisation de plusieurs disquettes pour chacun des fichiers, etc.).

V. *Programmes d'application élaborés par le secrétariat*

Le secrétariat élaborera des programmes d'application qui permettront aux utilisateurs d'extraire de la BDI des données qui sont stockées au CIC ou de demander des états récapitulatifs sur support papier ou des données récapitulatives qui pourraient à nouveau être traitées sur ordinateur personnel.

Les programmes d'application qui seront élaborés permettront d'analyser les données à partir de la ligne tarifaire jusqu'aux niveaux d'agrégation souhaités par l'utilisateur. Les niveaux d'agrégation

de base offerts aux utilisateurs seront les suivants: niveau à six chiffres du SH, niveau à quatre chiffres du SH ou de la NCCD et niveau de la ligne tarifaire.

A. *Analyse au niveau de la ligne tarifaire*

Le premier programme d'application permettra aux utilisateurs de demander l'extraction d'informations au niveau de la ligne tarifaire. Afin de limiter le volume de données qui seront extraites, le système offrira la possibilité de sélectionner les lignes tarifaires soit par secteur de produits, soit en fonction de certains critères dépendant du contenu des fichiers pour chacune des lignes tarifaires. Par exemple, un utilisateur pourrait extraire des lignes tarifaires des fichiers d'un participant en fonction des critères suivants:

- La valeur des importations est inférieure, égale, ou supérieure à un seuil donné;
- Un exportateur donné est le premier fournisseur ou parmi les deux, trois, etc., premiers fournisseurs;
- La part d'un exportateur donné par rapport au total des importations dépasse un certain seuil;
- Un exportateur donné a un droit de négociateur primitif;
- Un droit est inférieur, égal ou supérieur à un certain pourcentage ou à l'intérieur d'une fourchette donnée;
- Un certain type de droit (NPF, SGP, PMA ou autre) est inscrit;
- Un certain type de restrictions quantitatives est inscrit (en précisant le code de la restriction).

Cette liste de critères n'est donnée que pour illustrer les possibilités, puisque des données pourraient être extraites en indiquant des combinaisons de critères associées à une ou plusieurs valeurs spécifiques de l'un ou l'autre des codes enregistrés dans les fichiers.

Les lignes tarifaires pourraient aussi être extraites sur la base d'un ensemble de lignes tarifaires, de catégories à six chiffres ou à quatre chiffres ainsi qu'en fonction d'un ou de plusieurs chapitres du SH.

On pourrait aussi créer un glossaire de mots-clés associés aux positions à six chiffres du SH dont les désignations renfermeraient le mot-clé ou qui figureraient dans l'index alphabétique. Cette option permettrait d'extraire des lignes tarifaires en indiquant un ou plusieurs mots-clés.

Les renseignements extraits pour chacune des lignes tarifaires pourraient porter sur n'importe quel élément d'information enregistré dans les fichiers pour une, deux ou trois années. Le rapport pourrait s'afficher sur l'écran d'un ordinateur, être imprimé sur du papier, copié sur une bande magnétique ou transféré sur le disque dur d'un ordinateur personnel ou sur des disquettes.

B. *Analyse à des niveaux agrégés*

Le plus bas niveau d'agrégation qui est commun à tous les participants est le niveau à six chiffres du SH. Des données récapitulatives pourront être rassemblées pour chacune des sous-positions à six chiffres et éventuellement stockées dans la BDI. Les fichiers récapitulatifs des positions à six chiffres seront établis pour chacune des années et chaque nouvelle année viendra s'ajouter au fichier pour constituer des séries chronologiques concernant les importations, les droits de douane et les restrictions quantitatives.

Les exportations de contrepartie de chaque pays destinées à l'un ou l'autre des participants à la BDI pourront aussi être regroupées à partir des fichiers des importations au niveau à six chiffres et stockées à ce niveau.

Les résumés suivants pourraient être préparés pour chacune des sous-positions à six chiffres.

- 1) Moyennes tarifaires des droits NPF (arithmétiques et pondérées en fonction des échanges) pour l'ensemble des lignes tarifaires ou uniquement pour celles qui sont passibles de droits. En outre, le rapport indiquerait: le nombre de lignes (bénéficiant de l'admission en franchise ou passibles de droits), les droits minimaux et maximaux, le total des importations (bénéficiant de l'admission en franchise ou passibles de droits) ainsi que les importations par type de relation, dégroupées selon les critères suivants: bénéficiant de l'admission en franchise sur une base NPF, ou passibles de droits sur une base NPF avec, s'il y a lieu, les importations au bénéfice de préférences, et celles ne bénéficiant pas de préférences. Les résumés pourraient être établis pour chacun des trois types de droit NPF (consolidés, statutaires et temporaires) ainsi qu'en fonction du droit de base et des concessions découlant du Cycle d'Uruguay.
- 2) Structure des droits de douane et des échanges commerciaux indiquant le nombre de lignes tarifaires et la valeur des importations par fourchette de droits NPF: en franchise, entre 0,1% et 5%, entre 5,1% et 10%, ..., plus de 200%.
- 3) Importations en provenance des principaux fournisseurs par type de relation et/ou par type de régime tarifaire. Ces fichiers, créés au niveau à six chiffres, serviront de point de départ à l'établissement d'analyses récapitulatives au niveau à quatre chiffres ou à deux chiffres du SH ou suivant les 21 chapitres du SH. En outre, les utilisateurs pourraient avoir la possibilité de définir des catégories de produits en fonction de leurs besoins particuliers, en utilisant par exemple les catégories de produits qui avaient été définies aux fins de l'Etude tarifaire: 33 catégories sous-divisées, lorsque cela est possible, en fonction du stade de transformation ou selon le type de procédé de fabrication.

Pour ce qui est des restrictions quantitatives, les informations qui sont consignées dans les fichiers à ce stade ne permettent pas d'établir des résumés puisque celles-ci ne sont pas quantifiées. Les restrictions quantitatives sont consignées à l'aide de codes sans que ne soient indiqués la taille des contingents, le délai nécessaire pour obtenir une licence non automatique, etc. Les participants au Groupe consultatif informel de la BDI ont indiqué que le secrétariat ne devrait pas tenter, à ce stade, de résumer les informations relatives aux restrictions quantitatives à des niveaux agrégés. Il sera fait état de ces restrictions uniquement au niveau de la ligne tarifaire.

D'autres résumés seront élaborés pour répondre aux besoins des organes du GATT, des participants et des divisions du secrétariat du GATT dans le cadre de leur travail.

VI. Enrichissements possibles à l'avenir

Les projets d'enrichissement de la BDI seront examinés au sein du Groupe consultatif informel et transmis au Conseil pour qu'il prenne une décision finale.

Des participants ont déjà indiqué qu'il serait utile d'inclure dans la BDI des données sur les exportations et les réexportations. Dans sa conception actuelle, la BDI offre déjà la possibilité d'inscrire les données relatives aux exportations. Les exportations seraient inscrites dans le fichier des échanges

commerciaux avec les importations. A l'heure actuelle, les importations sont désignées par un code ("sens" des échanges, code "1"). Les codes "2" et "3" désigneraient respectivement les exportations et les réexportations.

Certains participants ont aussi fait valoir que l'inventaire des restrictions quantitatives pourrait être amélioré en indiquant, par exemple, la taille des contingents, le délai nécessaire à l'obtention d'une licence, etc. Cette option devra faire l'objet de plus amples discussions au sein du Groupe consultatif informel avant que le secrétariat ne modifie le format des fichiers des restrictions quantitatives. Quelques délégations ont également proposé d'ajouter dans le fichier les mesures non tarifaires autres que les restrictions quantitatives.

Par ailleurs, il sera peut-être nécessaire d'ajouter d'autres éléments dans la BDI à la suite du Cycle d'Uruguay. Parmi ces éléments, mentionnons: la consolidation des mesures non tarifaires, l'indication des impositions autres que les droits de douane (droits d'accise, droits consulaires, etc.), l'enregistrement distinct des équivalents tarifaires des mesures non tarifaires.

Enfin, comme la BDI renfermera trois années d'information au niveau de la ligne tarifaire et des séries chronologiques de données au niveau à six chiffres du SH, toute modification de la nomenclature du SH entraînera une rupture dans les séries. Il faudra donc concevoir un système permettant de faire concorder les changements apportés à la nomenclature du SH au fil des ans.